Vol 22 No 20 | 10 au 24 mai 2022

GRATUIT Bilingue et interculturel
English version at the back

La Source
forum de la diversité

La Source – www.thelasource.com – Depuis 1999

Photo des Nations Unies

Les abeilles au coeur de nos vies

par NATHALIE ASTRUC

Selon l'Organisation des Nations Unies (ONU), 35 pour cent de la production agricole mondiale dépend des pollinisateurs comme les oiseaux, les chauves-souris et … les abeilles, dont la Journée mondiale est soulignée à travers le monde le 20 mai.

Cependant, de nombreuses menaces pèsent sur cet insecte bienfaiteur. Rencontre avec Tanya Drapeau de l'entreprise Alvéole.

Associées à l'éloquence, à la royauté dans l'Égypte ancienne, à l'immortalité chez les Grecs ou encore à l'amour et au dieu Kama pour les hindouistes, les abeilles sont souvent symbole de l'organisation, de la coopération, de la discipline et du travail, par leur caractère industrieux.

Tanya Drapeau, gestionnaire de d'équipe à Alvéole à Vancouver, en est l'illustration et est actuellement aussi occupée que ses abeilles : « On fait de l'apiculture depuis le 28 février, toutes les semaines. Avec la météo de Vancouver, les abeilles sont toujours un peu actives et même au milieu du mois de janvier, s'il y a une belle journée de 14 degrés, on va voir les abeilles actives. »

Elle explique également que ce moment de l'année, la sortie de l'hibernation, est celui des inspections et de la création de nouvelles ruches. « On a créé 100 ruches dans les trois dernières semaines. On a visité au moins 100 ruches, on vient de doubler notre charge ! Ça nous donne des ruches pour de nouvelles installations et pour remplacer les pertes, d'environ 30 pour cent, dues à l'hiver. On installe de nouvelles ruches tout le long du mois de mai », explique la gestionnaire.

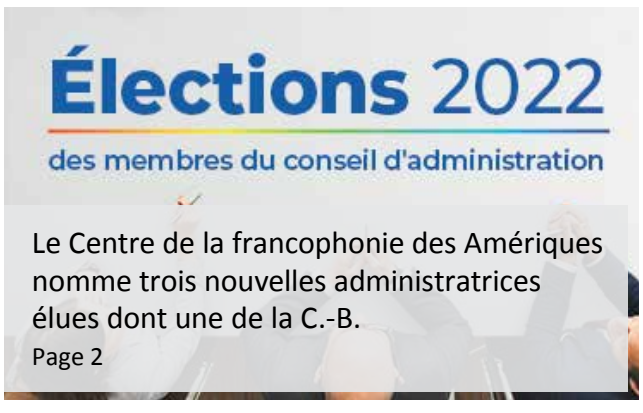
De la ruche du jardin aux toits des entreprises

Tout commence par quelques étés au Manitoba pour les trois co-fondateurs d'Alvéole, alors qu'ils travaillent en apiculture commerciale (pollinisation et production de miel). En 2012, ils ont décidé de ramener des ruches du Manitoba à Québec et les ont placées sur les toits et les balcons de leurs amis, remarquant un véritable intérêt par rapport à l'apiculture.

« Les co-fondateurs ont pu voir à quel point une ruche suscitait l'intérêt dans une cour des voisins, qui posaient des questions par rapport aux abeilles et à l'environnement. Les gens ont dit : « Ce serait cool s'il y avait une ruche sur mon lieu de travail. » Quand on a une ruche dans une cour, ça a un impact sur le voisinage et sur les gens qui en prennent soin mais une fois qu'on met une ruche sur un immeuble, près de 3 000 personnes vont aller tous les jours pour travailler : l'impact de la ruche est exponentiel ! », explique Tanya Drapeau, en ajoutant que c'est même un argument utilisé par les entreprises pour ramener les télé-travailleurs sur site.

L'année 2019 marque un tournant pour l'entreprise qui décide de s'orienter vers l'installation de ruches auprès des entreprises et notamment, une offre d'ateliers : « Notre mission, c'est d'amener l'abeille et la nature en ville, de susciter les conversations et de créer de l'engagement. C'est que le but n'est pas de sim-

Voir « Abeilles » en page 5 ➤



Le Centre de la francophonie des Amériques nomme trois nouvelles administratrices élues dont une de la C.-B.
Page 2

Un état des lieux de l'immigration ukrainienne au Canada
Page 5

Création de l'Office de la représentation des personnes handicapées à l'écran
Page 6

Francophonie

De nouvelles administratrices au sein du conseil d'administration du Centre de la francophonie des Amériques

Le 2 mai dernier, le Centre de la francophonie des Amériques basé à Québec a annoncé la nomination de trois nouvelles administratrices élues par ses membres lors d'un vote en ligne qui s'est déroulé du 22 au 27 avril 2022 :

- Dany Dias (Nouvelle-Écosse), au poste de personne provenant de l'Acadie
- Padminee Chundunsing (Colombie-Britannique), au poste de personne provenant de l'Ouest ou des Territoires (Canada)
- Stéphanie Rigaud (Haïti), au poste de personne provenant de l'extérieur du Canada (dans les Amériques)

Photos du Centre de la francophonie des Amériques

Un total de 20 membres s'étaient portés candidats pour les trois postes à pourvoir au conseil d'administration, dont cinq pour le poste de personne provenant de l'Acadie, quatre pour le poste de personne provenant de l'Ouest ou des Territoires (Canada) et 11 pour le poste de personne provenant de l'extérieur du Canada. Au total, 2 165 membres se sont prévalus de leur droit de vote.

Le conseil d'administration du Centre, qui était déjà paritaire, est désormais composé au 2/3 de femmes.

Le président du conseil d'administration, Michel Robitaille, a souligné que les élections 2022 ont suscité un engouement record auprès des membres du Centre résidant aux quatre coins des Amériques.

« Je félicite Dany Dias de la Nouvelle-Écosse, Padminee Chundunsing de la Colombie-Britannique et Stéphanie Rigaud d'Haïti qui se joignent à nous au sein du conseil d'administration. Elles ont clairement démontré leur désir de contribuer à l'essor du Centre tout en contribuant au rayonnement de la francophonie sur le continent ! En mon nom personnel et au nom des membres du conseil d'administration, je leur souhaite la bienvenue !, déclare en guise de bienvenue Michel Robitaille.

De son côté, le président-directeur général du Centre, Sylvain Lavoie, a quant à lui remercié les candidates et candidats qui ont répondu à l'appel à candidatures du Centre et qui ont mené cette campagne avec dynamisme et détermination. « J'ai confiance que nous pourrons continuer à compter sur leur implication pour le rayonnement et la promotion des francophonies des Amériques. » indique M.Lavoie.

A noter que les deux dirigeants du Centre ont tenu à remercier les membres sortants du conseil pour leur engagement et leur implication exceptionnelle envers le Centre au cours des dernières années : Luc Doucet (personne provenant de l'Acadie) et Carole Freynet-Gagné (personne provenant de l'Ouest et des Territoires (Canada)) qui occupait notamment la fonction de vice-présidente du conseil d'administration. À la suite de sa désignation par le conseil d'administration, c'est madame Lynn Brouillette, personne élue parmi les dirigeants des organismes pancanadiens des communautés francophones et acadiennes du Canada et présidente-directrice générale de l'ACUFC (Association des collèges et universités de la francophonie canadienne), qui devient vice-présidente du conseil.

Profil des élues

Dany Dias, personne provenant de l'Acadie : Enseignante, professeure et chercheuse, Dany Dias se considère d'abord et avant tout une apprenante à vie. Détentrice d'un B.A. (psychologie), d'un B.Éd., d'une M.Éd. et d'un PhD en éducation, elle avoue ne jamais vouloir cesser son apprentissage de vie.

Ayant œuvré dans les milieux scolaires francophones en Ontario, elle occupe maintenant un poste de professeure adjointe, à la barre du programme d'éducation en français à St. Francis Xavier University, en Nouvelle-Écosse.

Padminee Chundunsing, personne provenant de l'Ouest canadien et des Territoires : Originaire de l'Île Maurice, arrivée au Canada en 2004, Padminee Chundunsing est fière Canadienne depuis 2009. Elle s'implique dès novembre 2004 au niveau communautaire au sein de plusieurs des conseils d'administration. Son plus récent mandat est celui de présidente de la Fédération des francophones de la Colombie-Britannique qu'elle a occupé de 2015 à 2021 (réélue en 2017). Elle a relevé à ce jour plusieurs défis importants pour la communauté francophone. Son parcours, marqué par son engagement pour la francophonie, a été reconnu à plusieurs reprises au Canada. Elle occupe depuis 2014 le poste d'agente de liaison régionale, planificatrice d'événements et d'adjointe exécutive à la *British Columbia Automobile Association* (BCAA).

Stéphanie Rigaud, personne provenant de l'extérieur du Canada : Diplômée en Sciences juridiques, Stéphanie Rigaud a également fait des études en journalisme et en langue française. Elle évolue dans le domaine du journalisme, de la communication et de l'enseignement depuis 2014 en Haïti. Elle est une fervente défenderesse de la culture francophone et est conseillère pédagogique de plusieurs institutions scolaires. Elle a, depuis juin 2021, rejoint une organisation internationale et occupe aujourd'hui le rôle d'assistante à la communication.

Pour rappel, le Centre de la francophonie des Amériques est un organisme du gouvernement du Québec qui est régi par un conseil d'administration composé de 15 membres. Parmi ses membres, sept sont élus et proviennent de différentes zones géographiques du Canada et des Amériques, et huit sont nommés ou désignés par le gouvernement du Québec. Ce modèle de gouvernance permet au Centre de soutenir la diversité des points de vue et d'assurer une plus grande sensibilité aux communautés francophones du continent.

Le Centre de la francophonie des Amériques a pour mission de contribuer à la promotion et à la mise en valeur d'une francophonie « porteuse d'avenir » pour la langue française dans le contexte de la diversité culturelle. Il contribue à tisser des liens avec les 33 millions de francophones et de francophiles du continent américain et assure une meilleure connaissance mutuelle des communautés francophones.

L'organisme relève du ministère québécois responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne et bénéficie notamment du soutien financier du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.

Pour plus de renseignements sur les activités du Centre, consultez le francophoniedesameriques.com.

CANADA POSTES POST CANADA
Postage paid Port payé
Publications Mail Poste-publications
40047468

Le grain de sel de Joseph Laquerre

THE SOURCE – LA SOURCE MEDIA INC.
JOURNAL LA SOURCE
Adresse postale
Denman Place Boîte postale 47020
Vancouver, C. -B. V6G 3E1
Bureaux
204-825 Rue Granville, Vancouver, C. -B.
Téléphone (604) 682-5545
Courriel info@thelasource. com
www. thelasource. com

Fondateur, directeur de la publication et de la rédaction **Mamadou Gangué**
Éditrice associée : **Monique Kroeger (Imprimé)**
Responsable graphisme et arts visuels **Laura R. Copes**
Rédactrice en chef (sections anglaise et française) **Monique Kroeger**
Responsable de la correction (français) **Louise T. Dawson**
Secrétariat de la rédaction (anglais) **Frank Abbott, Deanna Choi, Melodie Wendel-Cook**
Responsable du service administratif **Kevin Paré**
Coordinateur du site Web **Pavle Culajevic**
Site Web **Sepand Dyanatkar, Vitor Libardi, Silvia Pascale**
Médias sociaux **Nathalie Astruc, Chantel Chen**

Conseiller à la rédaction **Denis Bouvier**
Conseiller au format numérique **Saeed Dyanatkar**
Rédacteur principal **Simon Yee**
Technicien en informatique **Amir Karimian**

Illustrateur **Joseph Laquerre**
Ont collaboré à ce numéro **Nathalie Astruc, Xi Chen, Amélie Lebrun, Selma van Halder, Simon Yee, Robert Zajtmann, Rafael Zen**

Traduction **Barry Brisebois, Louise Dawson, Monique Kroeger**
Distribution **Joseph Laquerre, Kevin Paré**

Credits des photos pour la Une
Page 2 : Photo du Centre de la francophonie des Amériques
Page 5 : Photo par Can Pac Swire
Page 6 : Photo d'AMI

AVIS
La Source n'est pas responsable des modifications ou erreurs typographiques qui n'altèrent pas la lisibilité des annonces. La correction de toute erreur ou omission majeure relative à la publicité sera limitée à une insertion dans l'édition suivante.

La rédaction de *La Source* est à l'écoute de vos commentaires et suggestions sous forme de courriers par la poste ou courriels, afin de prendre ainsi de façon régulière votre pouls sur des sujets de reportage touchant votre communauté.

Pour réserver un espace publicitaire :
(604) 682-5545

Billet

Le personnel de première ligne racisé et féminin a besoin d'une meilleure législation, pas de platitudes

Depuis le printemps 2020, la COVID-19 perturbe l'ordre social et économique du pays. L'une des conséquences des changements historiques découlant de cette situation, c'est la proportion démesurée de femmes et de personnes racisées parmi les travailleurs qui assument le fardeau de la pandémie. Dans l'ensemble des secteurs de la main-d'œuvre et des domaines professionnels, le personnel de première ligne et les prestataires de services essentiels sont devenus des bêtes de somme sacrifiées sur l'autel de notre survie collective. On compte parmi ceux-ci les employés des commerces de détail, les serveuses et serveurs, les employés des services de transport, les travailleuses et travailleurs agricoles, les ouvrières et ouvriers d'abattoirs, les livreuses et livreurs ainsi que l'ensemble des prestataires de services qui se trouvent au bas et au milieu de la pyramide hiérarchique des soins de santé, c'est-à-dire les infirmières autorisées (IA), les infirmières auxiliaires, les préposés aux bénéficiaires (PAB), les aides familiaux résidants et le personnel d'entretien.

Dans cette multitude de catégories d'emplois, on constate une prédominance de personnes noires et d'autres groupes racisés, principalement des nouveaux arrivants. De plus, dans le secteur de la santé, les femmes représentent la majorité du personnel qualifié « de première ligne ».

Ces travailleurs, qui se sont avérés essentiels à notre survie durant la pandémie, sont souvent qualifiés de « héros » ou d'« anges gardiens » par les politiciens et divers décideurs. Les platitudes énoncées à leur sujet n'ont pas manqué. Les citoyens expriment aussi leur reconnaissance par des banalités, quoique certains cherchent plutôt à évacuer leur frustration sur le dos des travailleurs racisés.

On a entendu de nombreuses histoires touchantes de citoyens pétris de gratitude qui frappaient sur des casseroles (au début de la pandémie) ou posaient d'autres gestes de solidarité festive à l'endroit de « nos » résilients travailleurs de première ligne. Bien évidemment, toutes ces manifestations de reconnaissance sont justifiées. Notre société doit beaucoup à ceux et celles qui mettent leur sécurité en jeu quotidiennement au travail pendant que la majorité d'entre nous doit travailler à domicile.

Toutefois, après deux ans de pandémie et de vagues récurrentes, ces compliments se sont transformés en refrains politiques vides et éphémères. Si la nature essentielle du travail de première ligne n'est pas contestée, l'identité racisée et de genre des personnes qui le font semble autoriser le gouvernement et la société à ne pas leur accorder le traitement équitable qu'elles méritent.

Photo de QUOI Media

« ...il n'y a pas d'accalmie ou de changement de situation en vue pour les personnes racisées et les femmes en première ligne. »

Divers programmes de primes COVID destinés au personnel de première ligne ont pris fin rapidement depuis l'été 2020, malgré le fait que les conditions de travail demeurent difficiles et souvent dangereuses en raison de l'émergence des variants du SRAS-CoV-2.

Dans le cas des PAB en établissements de soins de longue durée, les conditions de travail ont continué de se détériorer, y compris durant la présente vague causée par Omicron. La pénurie de personnel n'est toujours pas réglée et le climat de travail devient de plus en plus toxique. Selon les sondages, le niveau de motivation du personnel est plus bas que jamais. On impose aux PAB et autres prestataires de soins semblables de prendre des décisions insoutenables, qui compromettent la qualité des soins donnés à la clientèle et exposent les soignants et leurs familles à des risques sanitaires.

Les congés de maladie payés demeurent un mirage pour plusieurs. Comme les absences pour cause de maladie entraînent une perte de salaire, les personnes qui vivent d'un chèque de paie à l'autre peuvent soit se retrouver dans une situation financière précaire, soit dissimuler leur état et mettre en danger les autres. Cela ne constitue pas un « véritable choix ».

Après deux ans de pandémie et de vaines félicitations, il n'y a pas d'accalmie ou de changement de situation en vue pour les personnes racisées et les femmes en première ligne. Dans leur milieu de travail, elles doivent toujours composer quotidiennement avec de la discrimination et de multiples formes d'intimidation et de coercition.

Bien après cette deuxième année de pandémie et bien après aussi la célébration habituelle en février du Mois de l'histoire des Noirs, les gouvernements et la population du Canada doivent renoncer à inonder les travailleurs de première ligne de compliments opportunistes et plutôt faire en sorte que des changements fondamentaux et permanents soient instaurés pour les protéger. Pour reconnaître véritablement leur héroïsme, il faut notamment adopter une législation qui leur accordera des congés de maladie payés, des primes de pandémie, des conditions de travail sécuritaire et une rémunération à la hauteur de la difficulté et de la nécessité de leur travail.

CHIDI OGUAMANAM est professeur à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa et membre du Centre de droit, politique et éthique de la santé.

Source : QUOI MEDIA GROUP

Agence d'évaluation d'impact du Canada | Impact Assessment Agency of Canada

Projet aurifère Spanish Mountain
Disponibilité d'une aide financière aux participants

Le 27 avril 2022 — Une aide financière fournie par l'Agence d'évaluation d'impact du Canada (l'Agence) est mise à la disposition du public et des groupes autochtones pour favoriser leur participation au processus d'évaluation d'impact du projet aurifère Spanish Mountain, une mine d'or à ciel ouvert située dans la région de Cariboo, au centre de la Colombie-Britannique, à environ 70 kilomètres au nord-est de Williams Lake.

Cette aide financière est mise à la disposition des particuliers et des groupes admissibles pour favoriser leur participation à la phase de planification de l'évaluation du projet. Au cours de la période de consultation publique actuelle, qui se terminera le 25 mai 2022, les membres du public et les groupes autochtones sont invités à examiner le résumé de la description initiale du projet et à formuler des commentaires. L'Agence remboursera rétroactivement les participants admissibles pour leur participation à cette première période de consultation publique.

Les demandes reçues **d'ici le 27 mai 2022** seront prises en compte.

Pour présenter une demande d'aide financière, remplissez le Formulaire de demande pour la Phase de planification disponible sur le site Web de l'Agence (canada.ca/aeic) à la section Programmes d'aide financière. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Programme d'aide financière aux participants en écrivant au fp-paf@iaac-aeic.gc.ca ou en composant le 1-866-582-1884.

Le projet est assujetti à la Loi sur l'évaluation d'impact fédérale et à l'Environmental Assessment Act de la Colombie-Britannique. L'Agence et le Bureau d'évaluation environnementale de la Colombie-Britannique travaillent en collaboration pour la première étape de l'examen du projet.
Pour la prochaine étape, l'Agence déterminera si une évaluation d'impact fédérale est requise pour le projet. Si une évaluation est nécessaire, le Ministre de l'Environnement et du Changement climatique sera invité à examiner la demande (en anglais seulement) du gouvernement de la Colombie-Britannique pour que la province mène l'évaluation au nom du gouvernement fédéral. Si cette demande est approuvée, l'Agence continuera à fournir de l'aide financière pour favoriser la participation du public et des groupes autochtones dans le cadre du processus substitué. Les candidats éligibles recevront un financement supplémentaire pour participer à une deuxième période de consultation au cours de laquelle les candidats seront invités à examiner et à fournir des commentaires sur la version provisoire des exigences en matière de renseignements qui éclaireront l'évaluation.

Pour les demandes des médias, veuillez contacter l'équipe des relations avec les médias de l'Agence par courriel à media@iaac-aeic.gc.ca ou en composant le 343-549-3870.

Suivez-nous sur Twitter : @AEIC_IAAC #SpanishMountain

De plus amples renseignements sur le projet sont disponibles sur le site Web du Registre canadien d'évaluation d'impact, au numéro de référence du registre 83495.

Canada

Brève francophone

Séminaire Marguerite de Navarre – perspectives croisées

Le Séminaire Marguerite de Navarre, lancé à l'occasion du 530e anniversaire de la naissance de la sœur de François Ier a pour but de croiser différentes perspectives de recherche sur la reine et son œuvre. L'intérêt pour ces questions ne diminue pas, ce que prouvent les colloques, les publications et même la nouvelle biographie de Marguerite de Navarre parue en 2021. Heureusement, il n'est plus nécessaire d'adopter une démarche apologétique et remettre en question son statut d'auteur prétendument « mineur », puisque les précédentes générations de seiziémistes ont mis en évidence son rôle crucial dans le monde des lettres durant le règne de François Ier. En même temps il reste beaucoup à dire sur la langue et le style, la poétique et la rhétorique, la pensée religieuse et la spiritualité, l'influence et le rayonnement, sans perdre de vue la dimension historique et culturelle de l'action de celle qui était en son temps appelée la « perle des Valois ».

Nous avons imaginé un séminaire qui rassemblerait des chercheurs de différents pays et différents fuseaux horaires et qui deviendrait, autant que possible, une sorte d'atelier collaboratif. Ce séminaire donnera l'occasion de rencontres et de débats en invitant historiens et littéraires à se pencher sur Marguerite de Navarre et son œuvre pour en apporter de nouveaux éclairages.

La nouvelle de la mort de Robert D. Cottrell auquel les études margaritiques doivent tant nous a surpris lors des préparatifs de ce séminaire. Nous avons décidé de rendre hommage à sa mémoire en lui dédiant nos réflexions et nos travaux.

Marguerite de Navarre.

Comment participer ?

Vous êtes chaleureusement invités à participer aux séances du séminaire. Pour recevoir le lien Zoom veuillez remplir et envoyer ce formulaire d'inscription en allant sur le site web suivante : https : // fhis.ubc.ca/events/event/seminaire-marguerite-de-navarre-perspectives-croisees/

Un lien vous sera envoyé au plus tard la veille de la première séance du séminaire.

Programme de la séance du 21 mai – Heure : 9 h 00 (PT) – Emplacement : Zoom

- Dora E. Polachek (Binghamton University) – *Performing Rape for Laughs : Male Desire and Female Ties Gone Awry*
- Scott Francis (University of Pennsylvania) – *How the Heptaméron became porn*
- Barbara Marczuk (Université Jagellonne à Cracovie) – L'Heptaméron – sujet à préciser.

Organisateurs

- Nancy Frelick (University of British Columbia) nancy.frelick@ubc.ca
- Scott Francis (University of Pennsylvania) franciss@sas.upenn.edu
- Dariusz Krawczyk (Université de Varsovie) dariusz.krawczyk@uw.edu.pl

Source : https : //fhis.ubc.ca/events/event/seminaire-marguerite-de-navarre-perspectives-croisees/

La pluie et le beau temps

Face à un début de mois plutôt pluvieux alors que le soleil a décidé de nous bouder, je me suis souvenu du dicton : en mai fais ce qu'il te plaît. Eh bien ! Voilà; en mai ce qui me plaît c'est de parler de la pluie et du beau temps. Ceci m'évite de me chamailler avec qui que ce soit.

Quand il vous arrive de rencontrer des gens, comme ça, dans la rue, de quoi parlez-vous ? De la pluie et du beau temps, évidemment. Quand vous n'avez rien à dire à votre interlocuteur, à quel sujet vous accrochez-vous afin de combler cette lacune ? À celui qui vous vient immédiatement en tête : la pluie et le beau temps. Quand les candidats à la chefferie du Parti conservateur se côtoient dans les coulisses avant de s'insulter et de se déchirer durant un débat télévisé, quelle peut bien-être la teneur de leurs propos ? Je suis prêt à parier, car j'en suis convaincu, qu'ils parlent de la pluie et du beau temps. Une fois au pouvoir, que fait un dictateur ? Contre votre gré, sans état d'âme, sans aucune gêne, il fait la pluie et le beau temps.

« Toujours est-il que la pluie et le beau temps sont des éléments essentiels de notre quotidien. »

Ainsi, la pluie et le beau temps servent de passe-partout dans les conversations et, plus souvent qu'autrement, se mettent au service des nombreux autocrates dont on pourrait se passer. Toujours est-il que la pluie et le beau temps sont des éléments essentiels de notre quotidien. Tous deux dépannent, font rêver, occupent l'esprit, dominent les bavardages, exorcisent nos malaises existentiels, distraient des aléas de la vie, influencent nos comportements, nous protègent de questions embarrassantes, nous servent de souffre-douleur; ce sont de parfaits bouche-trous.

Imaginez un voisin avec qui vous ne partagez pas, mais alors pas du tout, les mêmes idées, surtout celles ayant trait aux questions économiques, politiques et religieuses mais qui a la bonté d'arroser vos plantes et de vous prêter ses outils de jardinage à l'occasion; comment allez-vous vous comporter à son égard ? Si je me mets à votre place, je ferais tout pour éviter les sujets épineux, ceux susceptibles d'engendrer un désaccord irréparable. Ainsi je ne vois pas d'autres solutions que de parler de la pluie ou du beau temps. À la limite, dépendant de la saison et des circonstances météorologiques, je vous inviterais, de manière prudente, à échanger quelques remarques sur les possibilités d'intempéries ou sur la sécheresse qui ravage la région. Par contre, je vous suggère de ne pas trop élaborer sur le sujet car la possibilité de discorde existe toujours : qui est responsable de ces fléaux ? Que font les gouvernements pour pallier ces phénomènes ? Les changements climatiques, vous y croyez ? Ne pensez-vous pas qu'ils ont bon dos ?

Toutes ces questions doivent être évitées à tout prix. Tenez-vous à l'essentiel : la pluie et le beau temps. « Vous avez vu, il a beaucoup plu cette nuit » – « Ah, oui. Tiens, je n'ai rien entendu » – « Chanceux, vous avez un sommeil profond, moi au contraire, je souffre d'insomnie ». Je vous conseille d'arrêter là si vous ne voulez pas que la conversation s'envenime et dégénère en « J'irais bien en parler à mon docteur mais je n'en ai pas, comme 900 000 personnes en Colombie-Britannique qui ne peuvent se trouver un médecin de famille dans une des provinces les plus riches au Canada. Inadmissible. Impensable ». Évitez donc ce piège. Contentez-vous de la banalité que puisse apporter une discussion sur la pluie et le beau temps.

Si Sergei Lavrov, le chef de la diplomatie russe s'était contenté, suite à mes conseils, de parler de la pluie et du beau temps, au cours d'un entretien accordé à la télévision italienne, plutôt que de soulever la polémique, en allant déclarer, je simplifie, qu'il ne pensait pas se tromper en avançant que Zelenski était un nazi parce qu'Hitler, par un de ses aïeux, était juif tout comme le président ukrainien. Vous parlez d'un amalgame. Tant qu'à faire, avec pareil syllogisme, Lavrov aurait pu pousser cette logique à l'absurde en déclarant notamment que, puisque juif, Jésus serait lui aussi un nazi. De quoi vous secouer, de quoi vous ébranler. Bien entendu, c'est calculé, c'est voulu, c'est perfide. « Aimez-vous les uns les autres », à ce que je sache, est loin d'être un slogan nazi et encore moins, semble-t-il de nos jours, le leitmotiv du gratin poutinois. Il y a vraiment quelque chose de pourri au royaume de l'autocratie russe, aurait écrit Shakespeare s'il vivait parmi nous.

Mais là je m'égare. J'oublie la brebis galeuse et reviens à mes moutons avec un souhait : pas de pluie, que du beau temps. Somme toute, nous sommes en mai.

Photo d'UN Geneva
Sergei Lavrov, le chef de la diplomatie russe.

Projet aurifère Spanish Mountain

Période de consultation publique et séances d'information virtuelles

Spanish Mountain Gold Ltd. propose le projet aurifère Spanish Mountain, une mine d'or à ciel ouvert située dans la région de Cariboo, au centre de la Colombie-Britannique, à environ 70 kilomètres au nord-est de Williams Lake.

Consultation publique

Le projet est assujetti à un processus d'évaluation d'impact fédéral en vertu de la *Loi sur l'évaluation d'impact* et à une évaluation environnementale provinciale en vertu de l'*Environmental Assessment Act* de la Colombie-Britannique. L'Agence d'évaluation d'impact du Canada (l'Agence) et le Bureau d'évaluation environnementale de la Colombie-Britannique (BEE) travaillent en collaboration pour la première étape de l'examen du projet.

Le public et les groupes autochtones sont invités à examiner la description initiale du projet (en anglais seulement) et à formuler des commentaires sur le projet proposé. Un résumé du document en français ou en anglais est également accessible sur la page du Registre du projet (numéro de référence 83495).

La période de consultation de 30 jours commence le **25 avril 2022** et se termine le **25 mai 2022** à 23 h 59 heure avancée du Pacifique (HAP).

Les commentaires recueillis aideront à la préparation d'un document conjoint de résumé des enjeux et de la mobilisation pour le projet, lequel sera fourni à Spanish Mountain Gold Ltd., en vue d'éclairer les prochaines étapes du processus. Les commentaires n'ont besoin d'être présentés qu'une seule fois à l'Agence ou au BEE pour être pris en compte dans les processus d'examen fédéral et provincial. Les commentaires présentés à l'Agence peuvent être formulés en anglais ou français. Les commentaires recueillis par l'Agence ou le BEE sont considérés comme des renseignements publics et seront publiés en ligne.

Pour formuler un commentaire, veuillez visiter :

- le Registre canadien d'évaluation d'impact, à l'adresse iaac-aeic.gc.ca/050/evaluations (numéro de référence 83495). Les participants qui souhaitent fournir leurs commentaires dans un autre format peuvent communiquer avec l'Agence en écrivant à l'adresse suivante : spanish.mountain@iaac-aeic.gc.ca
- le Bureau d'évaluation environnementale de la Colombie-Britannique, à l'adresse gov.bc.ca/EAOPublicComments.

Séances d'information virtuelles

L'Agence et le BEE animeront des séances d'information virtuelles :

- **le 11 mai 2022 de 12 h à 13 h 30 (HAP)**
- **le 12 mai 2022 de 17 h 30 à 19 h (HAP)**

Les séances d'information virtuelles comprendront un exposé sur le projet ainsi que la présentation des processus d'examen fédéral et provincial. Les participants pourront également poser des questions en ligne.

Pour obtenir des précisions sur la façon de se connecter aux séances d'information, veuillez visiter le gov.bc.ca/EAOPublicComments ou communiquer avec l'Agence au spanish.mountain@iaac-aeic.gc.ca.

Demande de substitution

Le gouvernement de la Colombie-Britannique a demandé que la réalisation du processus d'évaluation d'impact fédéral, le cas échéant, soit confiée à la province. Si le ministre fédéral de l'Environnement et du Changement climatique consent à la demande, le BEE effectuera l'évaluation d'impact du projet au nom de l'Agence, respectant ainsi les exigences des lois fédérale et provinciale. L'Agence cherche également à recueillir des commentaires du public et des groupes autochtones au sujet de cette demande.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'Agence, le projet et le processus d'examen fédéral, veuillez visiter le canada.ca/aeic. Pour en apprendre davantage sur le projet et le processus d'évaluation provincial, veuillez visiter le gov.bc.ca/eao.

Pour toute demande de renseignements des médias sur le processus fédéral, veuillez communiquer avec l'équipe des relations avec les médias de l'Agence, au media@iaac-aeic.gc.ca ou au 343-549-3870. Pour toute demande de renseignements des médias concernant le processus provincial, veuillez communiquer avec le ministère de l'Environnement et de la Stratégie de lutte contre les changements climatiques de la Colombie-Britannique par téléphone, au 250-953-3834.

Agence d'évaluation d'impact du Canada | Impact Assessment Agency of Canada
British Columbia EAO Environmental Assessment Office

Réservez votre espace publicitaire dans La Source ou sur notre site web

(604) 682-5545 ou info@thelasource.com

Contribution

Photo par Can Pac Swire

Un coup d'œil sur le profil socio-démographique des Canadiens d'origine ukrainienne

Les communautés ukraino-canadiennes vont jouer un rôle de premier plan dans l'établissement de la population ukrainienne déplacée en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le Canada accueille depuis longtemps les Ukrainiens, particulièrement ceux déplacés par la guerre. Les premiers Ukrainiens sont arrivés au Canada en 1891 et on estime que 150 000 Ukrainiens sont venus s'installer au pays entre 1891 et 1914 selon les données de 2020 du gouvernement du Canada.

Durant cette période, la plupart des Ukrainiens se sont établis au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta, où ils étaient en mesure d'obtenir des terres agricoles; d'autres se sont établis dans des villes un peu partout au Canada pour y exercer des métiers industriels. Après la Première Guerre mondiale, une importante vague d'Ukrainiens est arrivée au Canada lorsque l'Ukraine est devenue une république soviétique. La plupart de ces Ukrainiens se sont présentés au pays en tant que réfugiés et se sont installés dans des communautés ukrainiennes établies, particulièrement au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et dans le sud de l'Ontario.

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, une troisième vague d'Ukrainiens est arrivée au Canada. En 1952, quelque 30 000 Ukrainiens étaient déjà venus s'installer au pays, principalement en tant que réfugiés. Après la dissolution de l'Union soviétique en 1991, on a recensé en 2016 environ 112 000 immigrants qui sont arrivés au Canada en provenance de l'Ukraine et 14 000 autres immigrants sont arrivés au pays entre 2017 et 2021.

En raison de la récente invasion de l'Ukraine par la Russie, des millions d'Ukrainiens ont été déplacés. En réponse, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a mis en place de nouvelles mesures liées à l'accueil des Ukrainiens au Canada.

Cette étude compare la population ukraino-canadienne à la population nationale du Canada à l'aide des données du Recensement de la population de 2016. Les résultats fournissent de l'information sur les Ukraino-Canadiens actuels, y compris leur répartition géographique, leurs données démographiques, et leurs profils d'emploi et économiques.

Dans le Recensement de 2016, environ 1,36 million de personnes, ou près de 4 % de la population canadienne, ont déclaré « Ukrainien » comme étant au moins l'une de leurs origines ethniques. De ce pourcentage, environ 20 % ont indiqué « Ukrainien » comme étant leur unique origine ethnique, 29 % ont indiqué une autre origine ethnique en plus de « Ukrainien », et 51 % ont déclaré deux autres origines ethniques ou plus.

Parmi les Ukrainiens ayant déclaré des origines ethniques multiples, les autres origines ethniques les plus couramment indiquées étaient « Britannique », « Polonais », « Allemand » et d'autres origines européennes, de même que « Canadien ». Les personnes ayant indiqué « Ukrainien » comme étant leur seule origine ethnique étaient plus susceptibles d'avoir indiqué l'ukrainien comme langue maternelle (27 %), comparativement à ceux ayant déclaré des origines ethniques multiples (2 %). Environ 2 % des Ukraino-Canadiens parlaient ukrainien le plus souvent à la maison, et ce taux était plus élevé chez ceux déclarant une seule origine ethnique (8 %) que chez ceux déclarant des origines ethniques multiples (0,5 %).

En ce qui concerne le statut de génération des immigrants, les Ukraino-Canadiens ayant une seule origine ethnique et ceux ayant des origines ethniques multiples sont plus susceptibles d'avoir habité au Canada depuis plus d'une génération que la population nationale. Par exemple, environ 79 % des Ukraino-Canadiens ayant des origines ethniques multiples sont membres d'une troisième génération ou plus, ce qui représente environ 20 points de pourcentage de plus que la population nationale.

Les Ukraino-Canadiens ont des niveaux de scolarité et d'emploi légèrement plus élevés que la population nationale. Par exemple, les Ukraino-Canadiens ayant une seule origine ethnique et ceux ayant des origines ethniques multiples sont moins susceptibles de ne pas avoir de diplôme d'études secondaires (8 % et 7 %, respectivement) que la population nationale (12 %). En outre, une proportion légèrement plus élevée d'Ukraino-Canadiens détient un baccalauréat ou un diplôme d'études supérieures. De même, le taux d'emploi des hommes ukraino-canadiens est environ trois points de pourcentage plus élevé que celui de la population nationale de sexe masculin et, dans le cas des femmes ukraino-canadiennes, il est environ quatre points de pourcentage plus élevé que celui de la population nationale de sexe féminin.

Les Ukraino-Canadiens ont tendance à occuper des emplois aux compétences professionnelles plus spécialisées que la population nationale. Plus précisément, la proportion de travailleurs ukraino-canadiens qui occupent des emplois peu spécialisés (31 %) est moins élevée que la population nationale (36 %). En outre, la proportion d'Ukraino-Canadiens occupant des emplois qui exigent des compétences moyennement spécialisées (41 %) et très spécialisées (28 %) est plus importante que celle de la population nationale (39 % et 25 %, respectivement).

Par secteur industriel, les Ukraino-Canadiens sont plus susceptibles que la population nationale d'occuper un emploi dans les domaines suivants : extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz; construction; services professionnels, scientifiques et techniques; services d'enseignement; et administration publique. Toutefois, comparativement à la population nationale, ils sont moins susceptibles d'occuper un emploi dans le domaine de la fabrication et des services d'hébergement et de restauration.

Parmi les travailleurs ayant des gains positifs, les travailleurs ukraino-canadiens ont également des revenus médians d'emploi plus élevé que la population nationale. Les travailleurs ukraino-canadiens de sexe masculin ont un revenu médian d'emploi de 47 900 $, soit 7 500 $ de plus que leurs homologues de la population nationale de sexe masculin. De même, les travailleuses ukraino-canadiennes ont un revenu médian de 31 900 $, comparativement à 28 900 $ chez leurs homologues de la population nationale de sexe féminin.

En résumé, la plupart des Ukraino-Canadiens habitent en Ontario, en Colombie-Britannique et dans les Prairies. Ils sont moins concentrés dans les villes de Toronto et de Montréal, et sont généralement bien répartis dans l'ensemble des Régions métropolitaines de recensement (RMR). Également, la plupart des Ukraino-Canadiens vivent au Canada depuis des générations et ont de meilleurs profils scolaires et d'emploi que la population nationale, de même que des compétences professionnelles plus spécialisées.

> “ La plupart des Ukraino-Canadiens vivent au Canada depuis des générations et ont de meilleurs profils scolaires et d'emploi que la population nationale.

MAX STICK et FENG HOU travaillent au sein de la Division de l'analyse sociale et de la modélisation de la Direction des études analytiques et de la modélisation à Statistique Canada.

Source : Statistique Canada

➤ *Suite « Abeilles » de la page 1*

plement placer une ruche mais que nous puissions fournir des outils pour que nos clients soient des promoteurs de pollinisateurs », explique Tanya Drapeau, avant de préciser que l'entreprise apicole a conduit plus de 300 ateliers en entreprise à travers la planète pour la dernière Journée de la Terre.

Le concept essaime tout d'abord dans tout le pays, notamment en 2019 avec Vancouver, puis les États-Unis et l'Europe.

Des projets en école encore poussifs

Certaines craintes peuvent exister par rapport aux ruches dans les écoles selon Tanya Drapeau : « Bien sûr, pour les écoles, on a un prix totalement différent par rapport aux entreprises. C'est plus avantageux mais comme à chaque fois qu'on propose un projet d'apiculture, c'est de bien faire comprendre que même s'il y a une ruche sur site, il ne va pas y avoir de piqûres ou de dangers. À Montréal, avec nos connexions, on a une centaine d'écoles qui ont des ruches. »

Si Vancouver est un nouveau marché, Alvéole compte déjà trois écoles élémentaires, dont une quatrième en immersion française qui s'ajoute cette année. « Sur la côte Ouest, on se lance à Victoria. Une étudiante demandait d'avoir ce projet à l'école et c'est encore mieux quand ça vient des élèves et de leur intérêt ! Ça devient un projet de levée de fonds pour avoir la ruche. On peut parler à nos partenaires corporatifs s'ils veulent commanditer la ruche à l'école », explique la gestionnaire.

Les autres freins potentiels dans les écoles peuvent être administratifs et politiques. Ce type de projet requiert temps et finesse afin de convaincre les écoles selon Tanya Drapeau. Cet engouement pour l'apiculture existe également dans le secteur des études supérieures notamment à BCIT et à l'Université Trinity Western.

Des menaces humaines avec des conséquences pour … l'humain

Toutes les menaces qui pèsent sur les abeilles sont d'origine humaine. En première ligne, Tanya Drapeau dénonce la monoculture : « Avec cette pratique, il n'y a qu'une floraison, il y a un buffet pour deux à trois semaines dans l'année et puis, il n'y a plus rien. Avec le changement climatique, la température change le temps de floraison des fleurs, les abeilles ne pourront pas polliniser et donc, il y aura moins de fruits. Il faut aussi que les abeilles soient prêtes en même temps, autrement, elles auront moins de pollen et donc moins de subsistance. »

Directement liée à la monoculture, la prolifération de maladies peut toucher les populations d'abeilles, toujours selon la gestionnaire : « Par exemple pour la pollinisation des amandiers, on apporte 100 000 ruches en Californie et on les déplace ensuite. Quand on a une surcharge de créatures dans un endroit, les virus, bactéries et maladies se transmettent plus facilement parce qu'on a une concentration de ruches, qu'on force à polliniser dans un certain contexte, moins favorable et sain. »

Tanya Drapeau mentionne aussi la surcharge agricole, l'utilisation outrancière de pesticides, d'engrais et d'eau comme des menaces cumulatives. À l'échelle de la planète, les trois quarts des cultures qui produisent des fruits ou des graines destinés à l'alimentation humaine sont tributaires, au moins en partie, des pollinisateurs, selon l'ONU.

Pour plus d'information sur Alvéole : www.alveole.buzz/fr/cities/canada-fr/apiculture-urbaine-vancouver/

AMI annonce la création de l'Office de la représentation des personnes handicapées à l'écran

L'organisme multimédia AMI (Accessible Media), en partenariat avec le Fonds des médias du Canada (FMC) et Téléfilm Canada, a annoncé à la fin avril la création de l'Office de la représentation des personnes handicapées à l'écran. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'engagement d'AMI à établir et à soutenir la voix des Canadiens ayant un handicap. L'organisme à but non lucratif travaille actuellement à la création de cet office grâce au financement du FMC et de Téléfilm Canada.

L'Office de la représentation des personnes handicapées à l'écran fournira les services qui permettront d'accroître une représentation précise et significative des personnes handicapées à l'écran et hors écran dans le paysage médiatique canadien; d'identifier et éradiquer les obstacles à l'accessibilité afin de créer une industrie plus inclusive et plus accessible pour tous et de soutenir et amplifier la voix créative des Canadiens ayant un handicap à l'échelle nationale et internationale.

Au cours de l'année dernière, AMI a organisé des tables rondes avec divers groupes de personnes handicapées qui travaillent dans l'industrie cinématographique ou en rapport avec celle-ci. Ces groupes comprenaient des créateurs, des écrivains, des réalisateurs, des producteurs, des interprètes et des représentants du milieu. L'objectif de ces tables rondes était d'obtenir un retour d'information non filtré sur l'accessibilité de l'industrie des médias pour la communauté des personnes handicapées, d'identifier les obstacles rencontrés et de réfléchir à des solutions en vue de développer des programmes visant à accroître l'accessibilité de l'industrie.

Pour ce faire, tous les chemins ont concordé vers la formation d'une nouvelle organisation, désormais connue sous le nom d'Office de la représentation des personnes handicapées à l'écran.

« Il est devenu évident qu'il n'existe pas actuellement de programme, d'incitation ou de réglementation unique qui puissent faire en sorte que l'industrie de l'écran soit totalement inclusive pour les personnes handicapées, déclare Andrew Morris, directeur de la production indépendante chez AMI-tv. La seule façon de créer des opportunités réellement significatives pour les personnes handicapées dans l'industrie des médias est de s'attaquer aux obstacles systémiques liés à l'éducation, aux réglementations de l'industrie, à la représentation insuffisante ou inexacte, aux croyances et attitudes du public, et à l'accessibilité totale dans toute l'industrie des médias. »

Photo d'AMI

Promouvoir une représentation significative des personnes handicapées à l'écran et hors écran dans le paysage médiatique canadien.

> « La seule façon de créer des opportunités réellement significatives pour les personnes handicapées dans l'industrie des médias est de s'attaquer aux obstacles systémiques...
>
> *Andrew Morris, directeur de la production indépendante chez AMI-tv*

« Dans le cadre de la stratégie de croissance et d'inclusion du FMC, nous avons introduit de nouvelles mesures pour soutenir les créateurs handicapés, déclare Tamara Dawit, vice-présidente du FMC, croissance et inclusion. Aider à établir l'Office de la représentation des personnes handicapées à l'écran pour soutenir et amplifier la voix créative des Canadiens ayant un handicap, tant ici au Canada qu'au-delà de nos frontières, fait partie de cette stratégie. Nous sommes ravis de nous associer à AMI et à Téléfilm pour atteindre cet objectif important. »

« La création de l'Office de la représentation des personnes handicapées à l'écran constituera une avancée significative en matière de représentation, de défense des intérêts et de changement pour les créateurs des deux côtés de la caméra, a souligné Christa Dickenson, directrice générale et cheffe de la direction de Téléfilm Canada. L'Office de la représentation des personnes handicapées à l'écran contribuera davantage à faire tomber les barrières et à façonner une industrie de l'écran plus accessible et équitable au Canada. »

Grâce au financement du FMC, AMI a entamé la phase de développement d'un projet de recherche national bilingue qui aboutira à la création d'un guide des pratiques exemplaires pour la participation des personnes handicapées dans l'industrie canadienne du film et de la télévision. Ce document constituera le fondement de l'Office de la représentation des personnes handicapées à l'écran

Pour sa part, Téléfilm Canada a fourni un financement de démarrage pour permettre à l'Office de la représentation des personnes handicapées à l'écran de recruter un conseil d'administration et d'ouvrir ses bureaux durant l'année.

À noter que Téléfilm et le FMC ont également contribué au financement de programmes novateurs visant à rendre accessibles aux scénaristes de la communauté des personnes handicapées canadiennes des salles des auteurs qui seront annoncées cet été.

Pour rappel, AMI est un organisme multimédia à but non lucratif qui vise à divertir, informer et motiver les Canadiennes et les Canadiens aveugles ou malvoyants. La vision d'AMI, qui exploite trois services de radiodiffusion (AMI-télé en français, et AMI-tv et AMI-audio en anglais), consiste à faire entendre la voix des Canadiennes et des Canadiens en situation de handicap en représentant leurs intérêts, leurs préoccupations et leurs valeurs par le biais de médias accessibles qui reflètent leur réalité.

Pour en savoir plus, visitez AMI.ca et AMItele.ca.

Les jeunes filles des communautés ethnoculturelles victimes des mutilations sexuelles, une réalité au Canada

Le Centre d'établissement des nouveaux immigrants (CENIP) est fière d'annoncer l'avancée de ses travaux dans le cadre de son projet mesures barrières aux mutilations génitales féminines et aux mariages forcés pendant le COVID-19 financé par Femmes et Egalité des Genres Canada. Depuis le lancement de son projet en 2021 qui vise à sensibiliser et développer des outils pouvant accompagner les jeunes filles âgées de 15 à 25 ans victimes ou potentiellement victimes de mutilation sexuelle et des mariages forcés sur le sol canadien.

Selon la coordinatrice du programme, Mme Brigitte Chatué « A travers nos actions prévus, nous comptons sensibiliser les leaders politiques, sanitaires et communautaires, par des plaidoyers spécifiques, sur la nécessité d'intégrer les Mutilations génitales féminines et les mariages forcés, dans le Plan de Riposte du gouvernement fédéral. Ce dispositif permettra de classer la question des Mutilations génitales féminines et des mariages forcés des jeunes filles parmi les priorités de ce plan. Mais aussi d'intégrer les différentes formes de violences basées sur les genres et les mutilations génitales féminines dans les groupes de travail mis à contribution tel que la Santé, l'Éducation, la Protection, la Sécurité alimentaire, etc… »

A titre de rappel, selon l'UNICEF, on estime que 125 millions de jeunes filles et de femmes dans le monde ont été soumises à une MGF/E. La plupart des cas démontrés sont concentrés dans 29 pays d'Afrique et du Moyen-Orient.

Malgré le fait qu'il n'existe pas au Canada de statistiques fiables sur le nombre de jeunes filles des communautés culturelles victimes ou potentielle victimes de mutilation sexuelle et des mariages forcés, nous avons grâce aux témoignages des participantes dans le cadre de ce projet, permis de confirmer que cette pratique est belle et bien une réalité dans les communautés ethnoculturelles et racialisées en Ontario et ailleurs au Canada.

Témoignage d'une des participantes

« A 27 ans, je porte toujours les séquelles des mutilations génitales dont j'ai été victime il y a 17 ans. Ma vie est désormais une accumulation de souffrance et de honte. J'ai perdu tout espoir d'être mère et je n'espère qu'une chose, que plus aucune fille ne soit victime d'excision ». Aminata originaire du Tchad

Lois canadiennes

En mai 1997, le gouvernement fédéral a modifié le Code criminel et a inclus la pratique de la *mutilation génitale féminine au nombre des voies de fait graves en vertu du paragraphe 268(3) aux termes du Code criminel. Un parent qui pratique la mutilation génitale féminine sur son enfant peut être accusé de voies de fait graves et coupable d'un acte criminel et passible d'emprisonnement pendant une durée pouvant aller jusqu'à 14 ans* – selon la commission Ontarienne des droits de la personne

Avec la pandémie de la COVID-19 qui a disproportionnellement affecté les communautés raciales et ethnoculturelles a accentué les disparités et a révélé ces pratiques ignobles derrière les maisons et appartements malgré les restrictions sanitaires. Le CENIP, dans le cadre de son projet pour l'année 2022–2023 va :

- Recenser les ressources disponibles pour les filles victimes des violences basées sur le genre, particulièrement les mutilations génitales féminines.
- Identifier les pratiques prometteuses disponibles qui peuvent servir pendant les périodes de la pandémie et même au-delà.
- Recueillir le point de vue des filles des communautés noires et racisées, y compris des survivantes de violences fondées sur le genre, plus particulièrement les mutilations génitales, pour établir les priorités et les stratégies potentielles de lutte contre la violence sexuelle.
- Déterminer les mesures de soutien et les mécanismes institutionnels qui existent ainsi que les lacunes (politiques, services, stratégies, processus décisionnels, etc.).

Avec cette démarche envisagée, le CENIP compte pouvoir contribuer a faire des mutilations génitales féminines une question prioritaire dans les plans de COVID-19 à tous les niveaux et d'intégrer les Violences Basées sur le Genre et la lutte contre les mutilations génitales féminines dans tous les groupes de travail humanitaires, comme la Santé, l'Éducation, la Protection et Sécurité alimentaire, etc. Nous comptons aussi briser les barrières d'accès aux services de prévention, protection et de soin, ; en créant toutefois une table de concertation nationale sur l'enjeux des violences basées sur le genre.

Mission du CENIP

Le CENIP mobilise les ressources disponibles et crée les ressources nécessaires pour la réussite de l'intégration sociale des nouveaux immigrants et des francophones de toutes provenances et leur épanouissement au sein de la société, par l'accueil, l'orientation, l'information, l'encadrement et l'accompagnement.

info@centrecenip.org
647 740 0573
www.centrecenip.godaddysites.com

Initiative financée par Femmes et Egalité des genres Canada

Greffes, nature et culture

par AMÉLIE LEBRUN

Rapprochant corps et histoire, nature et civilisation, les œuvres d'Ali Cherri ouvrent une réflexion essentielle sur la relation entre nature et culture, tout en s'intéressant aux significations multiples de « greffes ». En associant des objets et œuvres de cultures différentes, collectés sur des marchés ou dans des salles de ventes, et y ajoutant des matériaux issus d'animaux ou végétaux, l'artiste fait naître des chimères magnifiques qui célèbrent les différences et le renouveau.

Originaire du Liban, Ali Cherri, artiste érudit et multidisciplinaire, a été témoin de la guerre civile et s'intéresse aux répercussions des conflits sur les corps et les monuments, tous témoins de différents traumatismes au gré du temps et des conflits. Vivant aujourd'hui entre Beyrouth et Paris, Cherri a été formé au Liban puis en Europe avant d'acquérir une reconnaissance internationale pour ses créations interrogeant les notions de beauté et de culture et s'intéressant aux procédés archéologiques tout comme à la séparation entre nature et culture, objet et œuvre d'art.

Exposée au Centre A de Vancouver, la série *GRAFTINGS* explore les notions d'héritage et de greffe, d'un corps à un autre, d'une plante à une autre, pour créer un nouveau corps, une nouvelle culture, ayant sublimé ses cicatrices pour devenir plus forte et plus vivace. Ces associations éclectiques d'œuvres de l'autre bout du monde, de plumes et d'os font des créations présentées dans cette exposition un cabinet de curiosité de civilisations.

Mais ces oeuvres dépassent la simple évocation des ruines et blessures issues des guerres et des ravages du temps. Elles rappellent que les mélanges et juxtapositions de cultures dans l'histoire comme de nos jours soulignent la résilience des cultures et communautés qui font face à ces conflits et renaissent sous de nouveaux traits comme la nature après l'orage.

De l'assemblage de différentes œuvres d'art antiques ou brisées, associées à des éléments naturels, Ali Cherri fait pousser l'espoir sur les ruines et crée des entités nouvelles et fécondes à partir d'œuvres ayant été malmenées par le temps. Les œuvres de l'artiste cosmopolite permettent au public de rendre hommage à la résilience collective lors de conflits et temps difficiles mais aussi à honorer les entités naissant de ces chocs violents tout comme les blessures marquant le vécu de chacun, et faisant de tout être une oeuvre unique et un témoin de l'histoire.

Photo de Centre A

L'exposition GRAFTINGS *est présentée au* Vancouver International Centre for Contemporary Asian Art (Centre A).

L'exposition *GRAFTINGS* est à découvrir jusqu'au 31 août 2022, du mercredi au samedi, de midi à 18 h, au Vancouver International Centre for Contemporary Asian Art (Centre A).

Visitez La Source en ligne

www.thelasource.com
Twitter/Facebook : thelasource

10 au 24 mai 2022

Invitation culturelle

Photo de Richmond Art Gallery

L'art du collage pour réinterpréter le réel

par NATHALIE ASTRUC

L'évènement *World Day Collage : Collage Party* est l'occasion de ré-explorer le monde sous l'angle du collage, une activité qui n'est pas réservée qu'aux enfants. À vos ciseaux !

Basé sur l'exposition d'Erdem Taşdelen, *A Minaret for the General's Wife*, la *Richmond Art Gallery* propose d'explorer et d'échanger sur le collage entre adultes afin de revisiter et de ciseler sa réalité.

Ce médium artistique permet de rassembler différents éléments pour créer de nouvelles formes et de nouvelles façons de penser. Le personnel de la *Richmond Art Gallery* ouvrira sa vaste collection de matériel de collage pour animer cette soirée de collage pour adultes. Tous les matériaux seront fournis pour réaliser une carte postale, un ATC ou une œuvre d'art plus grande en collage.

Cette activité sera axée sur l'imagerie architecturale et d'archives pour réaliser des collages uniques. Le personnel de la galerie montrera comment utiliser des affiches, des photographies, des papiers décoratifs et des magazines découpés et déchirés pour créer de nouvelles œuvres d'art. Entre discussions et collages appliqués, une visite rapide et informelle de l'exposition à l'origine de cet atelier permet de découvrir le pouvoir et les possibilités du collage.

Photo de Richmond Art Gallery

A Minaret for the General's Wife *par Erdem Taşdelen.*

Le monde des rumeurs

L'artiste turc-canadien, vivant à Toronto, a choisi pour point de départ de cette exposition une curiosité architecturale peu connue, située dans la ville lituanienne de Kėdainiai. Construit en 1880 et restauré en 2007, ce minaret autonome de style ottoman, qui curieusement, n'a pas de mosquée rattachée, est actuellement situé dans le parc de la ville de Kėdainiai, dans le jardin d'un ancien manoir. Saisi de ses propriétaires originaux après une rébellion ratée de 1863 contre les Russes, le manoir fut finalement remis à un général de l'armée russe, Eduard Totleben, qui y construisit un minaret de 28 mètres de haut dans son jardin.

Aujourd'hui, des répliques en plâtre de deux plaques de marbre interrogent sur les origines de cette construction. L'une de ces plaques comporte un texte en turc ottoman décrivant un palais construit par un souverain ottoman du XVe siècle et l'autre une inscription du Coran en arabe qui dit : « Qui peut intercéder auprès de Lui si ce n'est par Sa permission ? » Ensemble, ces plaques fournissent un contexte pour deux récits importants concernant la construction du minaret. La première est que la structure a été érigée comme un monument pour célébrer la victoire de la Russie dans la guerre russo-turque de 1877–78. La seconde histoire, plus romantique – que les habitants de la région considèrent avec tendresse – est qu'Eduard Totleben avait une femme turque de confession islamique pour laquelle il a construit une mosquée, dont il ne reste aujourd'hui qu'un minaret orphelin.

Découper pour mieux recoller

Dans *A Minaret for the General's Wife*, le minaret devient une métaphore de ce sentiment particulier et puissant d'être corporellement déplacé, des structures construites dans des endroits où elles ne semblent pas avoir leur place, et des objets sortis de leur contexte – autrement dit, le déplacement, l'appropriation et l'extractivisme. Dans sa quête pour découvrir les origines du minaret de Kėdainiai, Erdem Taşdelen aborde ces tensions par le biais d'un ensemble de matériaux disparates et potentiellement liés, assemblant des miscellanées dans une toile de collage relationnel et spatial. Ensemble, ces éléments exposent et interrompent les connexions qui permettent la narration historique et, par cette tension, forgent un lieu où l'artiste suscite une multiplicité de lectures.

La Journée mondiale du collage du 14 mai est une initiative du magazine *Kolaj*. Cette célébration annuelle qui a lieu le deuxième samedi du mois de mai a démarré en 2018. Elle concerne les artistes qui se relient par-delà les frontières contre un contexte mondial d'isolement et de séparation. Ric Kasini Kadour, éditorialiste du magazine, souhaitait créer un évènement pour honorer cette communauté d'artistes et rappeler au monde à quoi ressemblent la coopération, l'entraide et la créativité.

Cet évènement gratuit se déroulera à la *Richmond Art Gallery* le 14 mai sur inscription, à partir de 16 ans. Le matériel sera fourni mais il est possible d'apporter ses ciseaux et sa colle.

Pour plus d'information visitez le : www.richmondartgallery.org

PROJET : LUTTE CONTRE LA VIOLENCE SEXISTE ET LES MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES PENDANT LE COVID-19

APPEL AUX PARTENARIATS UTILES ET EFFICACES

Êtes-vous :
- Une jeune fille immigrante, âgée de 15 à 25 ans, arrivée au Canada depuis moins de 5 ans ?
- Une leader communautaire crédible et motivée ?
- Un organisme communautaire axé sur les problématiques touchant les filles immigrantes ?
- Une alliée potentielle de la lutte contre la violence basée sur le genre ?

Devenez partenaire du CENIP dans la lutte contre la violence sexiste, le mariage forcé et les mutilations génitales féminines, particulièrement pendant la période critique du COVID-19. Dans l'intérêt de la société, participez activement à l'identification des problèmes clés, des défis et des lacunes auxquels nos filles sont confrontées pendant la pandémie.

CONTACT: Mary Ekema, Tél. : 647-740 0573

Ce projet est rendu possible grâce à un appui financier du Gouvernement du Canada/ Ministère des Femmes et de l'Égalité des Genres - FEGC

907-165, Dundas Street West, Mississauga, ON L5B 2N6
info@centrecenip.org | 647-740 0573 | www.centrecenip.godaddysites.com